

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3188

présenté par

M. Berteloot, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain,
M. Bentz, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson,
M. Cabrolier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin,
Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz,
Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Frigout,
Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier,
M. Grenon, M. Guiniot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Hébrard, M. Jacobelli,
M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis,
Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet,
M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux,
M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul,
Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc,
M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon,
M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et
M. Villedieu

ARTICLE 27

ÉTAT B

Mission « Sécurités »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

Programmes	+	-	<i>(en euros)</i>
Police nationale	40 000 000	0	
Gendarmerie nationale	0	0	
Sécurité et éducation routières	0	40 000 000	
Sécurité civile	0	0	
TOTAUX	40 000 000	40 000 000	
SOLDE	0		

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous proposons de transférer 40 000 000 d'euros à l'action 02 "Sécurité et paix publiques" du programme n°176 "Police nationale", prélevé de l'action 03 "Éducation routière" du programme n°207 "Sécurité et éducation routières".

La délinquance au quotidien est une plaie pour nos concitoyens qui la vivent tous les jours. Par exemple, on enregistre une hausse de 12% des personnes victimes de coups et blessures. Ces violences que rencontrent les Français tout les jours est insupportable à bien des égards, et nécessite une réponse forte des pouvoir publics qui doit se traduire par une hausse budgétaire pour lutter contre cette délinquance.

Puisque le dispositif exige que l'on prenne cette somme sur une autre action, nous la prélevons sur l'action O3 du programme 207. Nous devons prioriser nos investissement, la sécurité quotidienne des Français doit être privilégiée.

Tel est le sens de cet amendement.